



Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur définissant la valeur totale des produits fabriqués dans un pays au cours d'une année. Le PIB augmente en cas de tsunami ou de n'importe quelle catastrophe. Même les embouteillages font consommer plus d'essence ... Il faut passer à autre chose ! Et sans renvoyer cela aux calendes grecques.

Joseph Stiglitz, Amartya Sen, tous deux Prix Nobel d'économie, et Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) proposent des indicateurs alternatifs au PIB dans un rapport remis à Nicolas Sarkozy. Les recommandations ont été présentées lors d'une conférence internationale pour tenter de prendre en compte la nécessité de mesurer le bien-être ou la qualité de vie et la « durabilité » des politiques menées.

Voici l'appréciation de la Ligue Roc, que je préside, sur ce rapport. Il apparaît que son analyse, fruit de sa connaissance des problèmes français, se révèle transposable à tout pays.

PIB ET NATURE ...

Une nation moderne doit connaître ses richesses naturelles et leur évolution pour être à même de bâtir les politiques adaptées aux enjeux du siècle.

« Si les individus doivent être remis au centre des analyses, par rapport à la précédente mesure des flux monétaires privilégiés par le PIB, il est néanmoins crucial de mesurer le patrimoine naturel d'une nation et son évolution en des termes non nécessairement monétaires, indique Emmanuel Delannoy, secrétaire général de la Ligue Roc. C'est indispensable pour comprendre nos interdépendances avec lui, ce qu'il apporte aux individus, aux sociétés, donc à leur économie. »

Nous sommes entrés dans une ère de rareté des ressources naturelles, ce qui était inéluctable dans un modèle économique :

- où la création de « richesses » se fonde sur l'exploitation « gratuite » et sans limites de la nature, la surexploitation de bien des ressources et la destruction des écosystèmes ou des services écologiques délivrés par la biodiversité ;
- où la mesure des richesses est celle des flux monétaires, quel que soit ce qui les génère, notamment s'il s'agit d'activités destructrices des écosystèmes.

Les enjeux du 21^e siècle ne sont plus ceux du 20^e et les indicateurs doivent révéler ce à quoi un pays attribue de la valeur.

« Si la biodiversité est désormais réellement reconnue comme un enjeu majeur, elle doit en 2010, année internationale pour la biodiversité, se bâtir les outils adéquats tant sur les plans macro-économique que microéconomique », souligne Christophe Aubeil, directeur de la Ligue Roc.

La Ligue Roc souligne combien, pour construire ces indicateurs, un effort de connaissance et de recherche est à engager immédiatement.

Au-delà des seuls inventaires, une meilleure connaissance des interactions entre biodiversité et activités humaines est nécessaire, et des programmes de recherche doivent être lancés. S'agissant de la biodiversité plus encore que du climat, de nouveaux indicateurs peuvent conduire aux indispensables changements de perception.

On peut regretter que la commission ait eu une vue faible s'agissant des écosystèmes, négligés dans le rapport, puisqu'il se contente de souhaiter des indicateurs physiques limités aux gaz à effet de serre.

Le rapport Stiglitz ouvre des pistes salutaires ; elles ne pourront être rendues efficaces que si la recherche et la connaissance dans ces domaines deviennent des priorités nationales pour nourrir les indicateurs.

En 2010, année internationale de la biodiversité ?
Chiche !